



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

financement des mesures gouvernementales

Question au Gouvernement n° 1492

Texte de la question

FINANCEMENT DES MESURES GOUVERNEMENTALES

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Valentin.

Mme Isabelle Valentin. Ma question s'adresse au Premier ministre.

M. Michel Herbillon. Il n'est pas là.

Mme Isabelle Valentin. Le mouvement des gilets jaune traduit un mécontentement qui monte depuis quarante ans. Aux dernières élections, les Français l'ont exprimé dans les urnes en envoyant à l'Élysée le nouveau monde : beaucoup de rêves et d'espoirs, mais que d'illusions !

Aujourd'hui, le peuple a déchanté, il est dans la rue, en colère, après dix-huit mois d'arrogance et de mépris, dix-huit mois durant lesquels la fracture territoriale s'est accentuée, l'ensemble des oppositions à l'Assemblée nationale ont été bafouées, et les Français n'ont pas été entendus.

Un député, monsieur le Premier ministre, est avant tout le représentant du peuple. Un député est une femme ou un homme de bon sens, à l'écoute de ses concitoyens. Un député n'est pas aux ordres du Gouvernement, il a une mission de contrôle. Voilà, monsieur le Premier ministre, où est votre première erreur.

Vous auriez dû écouter la France rurale, la France du bon sens, celle où on circule au diesel et où on fume des clopes.

M. Michel Herbillon. Écoutez, monsieur Griveaux !

Mme Isabelle Valentin. Celle-là même que votre porte-parole, monsieur Griveaux, méprise.

M. Michel Herbillon. Scandaleux !

Mme Isabelle Valentin. La France réunit l'urbain et le rural – cette France que le Président de la République ne connaît pas. La France, c'est ce salarié de Haute-Loire qui parcourt soixante-dix kilomètres par jour pour se rendre à son travail, ce sont ces infirmiers qui font 200 kilomètres pour soigner leurs patients, ce sont des artisans, des familles et des retraités. Ce sont également ces commerçants dont le bilan est menacé, s'ils ne réalisent pas leur chiffre d'affaires du mois de décembre.

Hier soir, nous avons tous écouté attentivement le Président de la République. Voilà des semaines que nous réclamions son intervention. Les propositions qu'il a annoncées sont un premier pas vers la médiation. Certaines

de ces mesures étaient réclamées par Les Républicains depuis dix-huit mois. Nous en prenons acte. Nous appelons à plus de calme et de sérénité, pour un débat plus constructif.

Mais nous sommes inquiets parce que nous n'avons entendu aucune annonce visant la baisse de la dépense publique : or la dépense publique, ce sont les impôts de demain. N'oublions jamais que la dette s'élève à 33 000 euros par habitant.

Monsieur le Premier ministre, qui paiera la facture de vos nouvelles mesures ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Madame la députée, puisque vous ne l'avez pas fait, je tiens à rendre hommage aux agents de la préfecture de la Haute-Loire, qui a été incendiée il y a dix jours. Permettez-moi de rendre hommage, au nom du Gouvernement, à ces agents du service public qui ont été pris à parti et mis en danger. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Mme Isabelle Valentin. Je ne vous ai pas attendu pour leur rendre hommage !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Je sais que vous y êtes allée. Je profite de l'occasion pour apporter, devant l'Assemblée nationale, le soutien du Gouvernement à l'ensemble des agents publics menacés.

Vous m'avez interrogé sur les zones rurales. Tous les membres du Gouvernement auraient pu vous répondre. Jean-Michel Blanquer aurait pu vous informer des mesures qu'il a prises en faveur des écoles rurales, Elisabeth Borne de son action visant à améliorer la mobilité dans les zones rurales, ou Agnès Buzyn de la sienne, visant à y maintenir la présence d'hôpitaux locaux.

Nous travaillons pour l'ensemble des territoires. Julien Denormandie aurait pu ajouter que nous veillons également à déployer, dans un département comme le vôtre, voisin du mien et dont les territoires se rassemblent, la 4G et le haut débit partout. Il est inutile d'opposer les territoires, comme vous essayez de le faire.

M. Fabien Di Filippo. C'est vous qui fracturez le pays !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Il est inutile d'opposer les Français, comme vous essayez de le faire. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Hier, le Président de la République a annoncé des mesures fortes pour le pouvoir d'achat, des mesures que vous pourriez soutenir.

M. Fabien Di Filippo. Pourquoi ne les a-t-il pas inscrites dans le projet de budget ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Je débattais hier soir avec un membre de votre groupe, Julien Aubert : selon lui, votre préférence serait allée à une diminution de la CSG de 1 point pour tous les Français, considérant que le coût eût été le même pour les finances publiques. Je lui ai répondu que tel n'était pas notre choix, parce qu'une telle diminution de la CSG aurait rapporté 15 euros aux Français percevant le SMIC et 100 euros à un salarié percevant 10 000 euros par mois. Notre préférence est de donner 100 euros à celui qui est payé au SMIC. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Stéphane Peu. Vous ne donnez rien du tout ! Le salaire, c'est du travail !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Madame la députée, nous aurons l'occasion de continuer à débattre dans les semaines qui viennent. Permettez-moi toutefois de noter une contradiction dans votre question : vous nous reprochez systématiquement de ne pas faire assez ni en dépenses ni en recettes. À un moment donné, il vous faudra affronter votre propre contradiction : cessez de demander plus en voulant toujours dépenser moins.

(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Valentin](#)

Circonscription : Haute-Loire (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1492

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 décembre 2018](#)